

BILLET D'ACTUALITE

Discours du Président de la République – 30^e Conférence des Ambassadeurs

- ***Ouverte par le Président de la République, la 30^e Conférence des Ambassadrices et des Ambassadeurs s'est tenue les 6 et 7 janvier 2025 au Palais de l'Élysée.***
- ***Le présent billet propose une synthèse rapide des analyses clés et des grandes lignes d'action avancées par le Président dans son discours.***
- ***Pour consulter la retranscription in extenso du discours du Président de la République, cliquez sur le lien suivant : elysee-module-23793-fr.pdf***

Une période de profonds désordres et dérèglements

« Nous sommes au tournant du quart du siècle et celui-ci ouvre une période qui n'était pas forcément celle que nous attendions », a déclaré Emmanuel Macron en ouverture. Selon lui, nous assistons à **un désordre du monde qui se décline à quatre niveaux** :

- Un désordre des règles internationales ;
- Un désordre des démocraties remises en cause dans leur modèle et leur prospérité ;
- Un désordre des révolutions technologiques ;
- Un désordre des défis globaux : réchauffement climatique, pandémies, inégalités, narcotrafic, terrorisme, divergences de développement, etc.

Ce désordre conduit à un **triple dérèglement : stratégique, technologique et politico-philosophique**. Dans cette période comparable à la Renaissance, une question s'impose : quelles nations s'en sortent ? Pour y parvenir, « *il nous faut tout à la fois la force morale, mais aussi la force tout court* ».

Trois questions sur notre capacité à agir

- 1- **La France a-t-elle toujours les moyens de sa politique ? Oui.** Grâce au renforcement de son engagement diplomatique et militaire qui s'illustre à travers les quelques exemples suivants : +50% d'investissement solidaires, 48 Alliances françaises créées, +150 000 élèves accueillis sur les bancs des écoles du réseau d'enseignement français, doublement du budget des armées au terme de la LPM 2024-2030, Cité internationale de la langue française, etc.

- 2- **Est-ce que l'Europe a encore les moyens de sa politique ? Oui.** En attestent la concrétisation des concepts de souveraineté européenne et d'autonomie stratégique, le consentement à l'endettement commun face à la pandémie et le nouvel élan donné au sein même de l'UE grâce à des traités avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, et bientôt la Pologne et la Grèce.
- 3- **Est-ce que la réélection de Donald Trump signifie plus d'incertitudes ?** Faisons preuve d'une « *prudence relative* », en prenant acte des désaccords sur le climat et l'ordre international, et soyons lucides sur notre rang dans le monde.

Le Président appelle à une stratégie européenne de croissance et de prospérité sur quatre priorités

- 1- **Simplifier le marché unique** : Une pause réglementaire s'impose, certaines normes doivent être revues car elles entravent la capacité à innover. Il faut approfondir le marché européen pour devenir compétitifs sur le numérique, l'énergie et les télécommunications.
- 2- **Repenser le commerce** : Il faut garantir la loyauté des échanges à travers des clauses miroirs ou de sauvegarde qui permettent de défendre l'agenda européen commercial et climatique.
- 3- **Assumer une politique industrielle et d'innovation** : Des projets européens ambitieux ont été menés dans les semi-conducteurs, les batteries, l'hydrogène mais il faut aller plus loin sur l'IA, les cleantech et la défense.
- 4- **Investir davantage** : Doubler le budget, en priorité sur les industries vertes, la défense et l'IA, et mieux mobiliser l'épargne européenne (35 500 Mds d'euros) à travers la réforme du marché des capitaux européens.

Le Président souligne l'importance de ce qui se joue en Ukraine et qui nous oblige à aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin dans le réarmement de l'Europe

Nous sommes face à un changement profond de l'environnement stratégique. Aujourd'hui, la Russie produit autant d'armements que la totalité des Européens. Les Etats-Unis et la Chine renforcent leurs moyens militaires. Il nous faut réagir. Nous avons commencé à le faire dès 2019, mais il faut accélérer et durcir le mouvement.

Il faut un **programme massif d'investissements européens** : c'est ce dont nous discutons actuellement avec le programme EDIP. Mais, en plus, il faut mieux associer tous les Européens. La France a proposé le cadre en 2022 avec la communauté politique européenne. C'est le bon périmètre pour faire travailler ensemble les membres de l'Union européenne avec les Britanniques, les Norvégiens, les Ukrainiens, les Moldaves, les Balkaniques, tous pays qui, aujourd'hui, doivent faire face au même défi stratégique.

Une nouvelle approche des relations avec l'Afrique

La France n'est pas en recul en Afrique. **Elle entame le deuxième volet de son action** en réorganisant sa présence militaire, de façon à mieux répondre aux défis contemporains. Un nouveau partenariat de défense et de sécurité jettera les bases stratégiques de ce volet. Parmi les partenaires stables figurent en premier lieu Djibouti, le Bénin et le Nigéria.

L'Afrique anglophone et en particulier le Nigéria, le Kenya, l'Ethiopie et l'Afrique du Sud sont aussi nos partenaires. L'Afrique représente un continent d'opportunités dans nombre de domaines et il convient de repenser nos financements pour mieux accompagner les éventuels risques. **Le Maroc incarne cette nouvelle approche** à travers la signature en octobre 2024 d'un « partenariat d'exception renforcé ». Le Maghreb s'inscrit dans cet agenda positif avec la Saison méditerranéenne, l'Académie des talents, le Fonds Maghreb, etc.

Maintenir le cap d'une politique climatique ambitieuse

Face au retrait pressenti des Etats-Unis de l'accord de Paris, la France sera pleinement mobilisée pour assurer le succès de la **COP 30**, prévue à Belém au Brésil du 10 au 21 novembre 2025, ainsi que pour **aider les grands émergents à sortir du charbon**.

Par ailleurs, la France **poursuivra la dynamique du One Planet Summit**, initiée en 2017, à travers ses initiatives de coalition (plus de 40 à ce jour). En outre, elle accueillera à Nice la **Conférence sur l'Océan** du 9 au 13 juin 2025, durant laquelle elle se mobilisera en faveur du Traité de la haute mer (BBNJ) ainsi que d'un traité sur le plastique.

Deux autres « théâtres de combat » : santé & alimentation et réforme de l'architecture financière mondiale

Afin d'éviter le **risque de privatisation du débat** sur la santé et l'alimentation, deux enjeux étroitement liés, en particulier avec la crainte d'un retrait américain de l'OMS, la France se réinvestit dans les cadres multilatéraux, comme en témoigne l'inauguration à Lyon en décembre 2024 de l'Académie de l'OMS, et elle organisera un *Nutrition Growth Summit* les 27 et 28 mars 2025. La France défend le nexus climat-biodiversité-alimentation-santé avec la stratégie *One Health*.

L'architecture financière internationale doit être réformée pour éviter un risque de fragmentation du monde. Le monde régi par la Banque mondiale et le FMI est devenu caduc parce que ses règles ne prennent pas en compte les grands émergents et la Chine mène une stratégie de contournement de cet ordre international. De ce double standard découle une tension qui pousse les pays du Sud à se séparer de cette organisation trop occidentale. Les bases de la réforme ont été posées au sommet pour le financement africain en 2021, puis à Paris en 2023 avec le **Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P)** qui repose sur quatre grands principes : le libre choix du modèle de développement, la primauté de la stratégie nationale, le choc concessionnel public et davantage de financements privés.

La défense de la démocratie et de l'universalisme

Les démocraties manquent d'efficacité dans certains domaines, mais elles ont également prouvé leur résilience pendant la pandémie. **Des initiatives** comme les *Young leaders* africains et le Partenariat information et démocratie de RSF à l'ONU poussent à l'engagement en faveur de ce modèle. Dans cet esprit, la diplomatie française soutient la cause des femmes à travers l'initiative Marianne.

Emmanuelle PERES

Directrice générale, FPI

Samuel EVENO

Chargé de mission auprès de la Directrice générale, FPI